

Colloque scientifique

organisé par l'Association des Chercheurs des Organismes de la Formation et de l'Intervention Sociales et l'Institut Régional du Travail Social de Poitou-Charentes, en partenariat avec le réseau thématique «Normes, déviations et réactions sociales» (RT3) de l'Association Française de Sociologie

Résumés des communications aux ateliers

Jeunesses de rue. Pratiques, représentations et réactions sociales

> Mercredi 19 février 2014 à l'IRTS de Poitou-Charentes

www.acofis.org



Présentation de l'Association des Chercheurs des Organismes de la Formation et de l'Intervention Sociales (ACOFIS)

La production et la valorisation de la recherche dans les organismes de la formation et de l'intervention sociales constituent un enjeu politique fort. La recherche et l'expérimentation dans le champ social, lorsqu'elles combinent des dimensions politiques, sociales et déontologiques, génèrent plusieurs effets :

- Une production autonome et auto-réflexive des connaissances à partir, d'une part, des valeurs humaines (respect de l'individu considéré comme acteur capable de transformation), démocratiques et républicaines (croyance en des actions de solidarité et de justice sociale) et, d'autre part, des intérêts propres au champ social ;
- Un changement des rapports entre le monde académique et les acteurs de l'intervention sociale ;
- Une valorisation des organismes de la formation et de la recherche dans le travail social capables de produire, d'échanger et de développer des coopérations réelles de recherche et de formation ;
- Une capacité d'influencer la mise en œuvre des politiques publiques.

Dans ce contexte, l'Association des Chercheurs des Organismes de la Formation et de l'Intervention Sociales agit pour la promotion de la recherche en vue de contribuer à la transformation sociale. Elle valorise cet objectif auprès des autorités publiques, des branches professionnelles et de la société civile en général. Elle intervient sur tous les sujets qui la concernent à l'échelle régionale, nationale et internationale. Dans la pratique, ACOFIS constitue des espaces conflictuels et réflexifs producteurs de connaissances et de sens pour participer à la production d'une société plus juste et plus humaine.

Contact : acofis@gmail.com

Site Internet : acofis.org

> Contexte

Dans un contexte politico-médiatique craintif à l'encontre des « jeunesses de rue » mais aussi de suspicion d'inefficacité des institutions et des acteurs sociaux vis-à-vis des pratiques juvéniles exprimées dans l'espace public, notamment les regroupements de jeunes, ce colloque a pour objectif de confronter ces représentations à la réalité des pratiques culturelles, sociales et politiques des jeunes, des acteurs et des institutions chargés de développer leurs pratiques, de les accompagner, de les encadrer, voire de les réprimer au sein de différents espaces de socialisation (famille, école, police, travail social, justice, associations, mouvements de jeunesse, sports et loisirs, partis politiques, religions...).

Plus précisément, à partir de travaux de recherche en sciences sociales, d'une part, sur les socialisations et sociabilités juvéniles dans la rue associées à des pratiques spécifiques (artistiques, musicales, sportives, sexuelles, addictives, délinquantes, politiques, religieuses, etc.) et d'autre part, sur les interventions (sociales, humaines, techniques) mises en oeuvre par les acteurs de la « socialisation du risque » avec les jeunes présents dans la rue (éducateurs, animateurs, médiateurs, policiers, militants, agents de sécurité...), il s'agit dès lors d'interroger et de mieux comprendre la co-production des logiques d'action à l'oeuvre du côté des jeunesses de rue et des acteurs de la complexification du contrôle social (assistance, éducation, ethnicisation, intégration, répression, surveillance, médiation, etc.). Dans la pratique, ce colloque s'adresse aux chercheurs, enseignants-chercheurs, doctorants en sciences sociales, praticiens et formateurs de l'intervention sociale qui s'intéressent aux pratiques des jeunesses de rue, aux représentations dont elles sont l'objet et aux réactions sociales qu'elles suscitent.

Résumés des communications aux ateliers

Atelier n°1 : Pratiques et expressions culturelles

Animateur : Manuel Boucher (LERS-IDS, ACOFIS, RT3 AFS)

Hip-hop in terra brasilis, au-delà de la marge

Sofiane Ailane, Université Lyon 2, Centre de Recherches et d'Études Anthropologiques (CREA)

Au Brésil, les *hip-hoppers*, les membres du mouvement *hip-hop* sont associés à un espace des plus stigmatisés: la *periferia*. Cet espace de la ville où se concentreraient à la fois, violence, misère et précarité et qui apparaît comme une zone à l'aura sulfureuse. A Fortaleza, la ville dans laquelle j'ai mené ma recherche doctorale conclue en 2011, les *hip-hoppers* évoquent un univers stylistique qui ne correspond pas vraiment à l'ambiance folklorique habituellement associée à cette ville nordestine particulièrement touristique.

Il est vrai que les *breakers*, rappeurs et autres graffeurs ont pris pour habitude d'« envahir » l'espace public de cette ville, au travers de joutes verbales ou corporelles et autres fresques murales. Dans leur contenu, ces manifestations artistiques expriment tout ce qui fait le quotidien des habitants de la *periferia* : un quotidien déstructuré mais aussi un profond désir de reconnaissance.

Fort d'une sémantique et d'une esthétique qui s'adapte parfaitement à la *periferia*, le *hip-hop* trouve un écho et une dynamique importante chez cette jeunesse car il permet aux jeunes de construire une identité différenciée et de multiplier leur répertoire de rôles, en tant que « *performers* » participant à des représentations qui ont lieu dans les quartiers «nobles» de la ville, mais aussi dans leurs quartiers, en tant qu'activistes du mouvement *hip-hop*.

L'étude de la culture *hip-hop* au Brésil atteste que la jeunesse n'est pas le réceptacle passif d'une esthétique globale, les *hip-hoppers* brésiliens nous montrent qu'ils sont dans la capacité d'innover, transformant une pratique artistique « exogène » en un instrument de mobilisation sociale et citoyenne.

Le rap en banlieue : une mythologie contemporaine. Analyse de l'imaginaire social des jeunes rappeurs des quartiers populaires en France

Kheira Belhadj-Ziane, Université du Québec en Outaouais (UQO), Département de travail social (Québec, Canada)

Au-delà des phénomènes de déviance trop souvent associés à la pratique du rap, cette communication vise à examiner en quoi les expressions culturelles et artistiques des jeunes des quartiers dits sensibles en France, peuvent aider à comprendre certaines de leurs représentations et conduites sociales. C'est le rap qui nous intéresse particulièrement. Durablement inscrit dans les pratiques culturelles des jeunes des quartiers populaires depuis maintenant plus de quatre décennies, le rap continue à nous interroger : quel est sa signification actuelle pour ses praticiens? Pour tenter d'apporter des éléments de compréhension, nous avons choisi de nous intéresser au langage

du rap, que nous considérons comme un discours exprimant une vision allégorique de la vie quotidienne de ces jeunes. Le rap devient une métaphore sociale capable de nous informer sur leurs conduites sociales et leur vision du monde. Inspirés de la sémiologie de Roland Barthes (*Mythologies*, 1957), nous partons du postulat selon lequel le rap est un système de communication socialement et culturellement élaboré, dont le message est potentiellement contenu sans être directement exprimé par le langage-objet. Autrement dit, c'est dans la seconde chaîne du langage que se situe la signification du rap. C'est dans cette direction qu'il devient pertinent de s'intéresser au langage du rap : à travers la lecture de son métalangage. Ainsi, en analysant le métalangage contenu dans les textes de rap de jeunes rappers des cités urbaines de la ville de Perpignan, nous avons pu mettre en lumière l'existence de représentations socialement construites, partagées par ces jeunes rappers, constitutives d'un système de valeurs qui leur est propre et rarement remis en question. Ultimement, nous avons pu découvrir un imaginaire riche en représentations d'ordre mythologique. Que révèle cette mythologie contemporaine du rap ?

Sociologie de la drogue et « cultures » de la rue

Marie Dos Santos, Université de Strasbourg, Laboratoire Cultures et Sociétés en Europe

Lors de notre recherche doctorale portant sur la prise en charge des usagers de drogues, nous avons rencontré un certain nombre de jeunes qui nous racontent leurs expériences de la rue, témoignages d'une construction identitaire parfois conflictuelle. Espace de socialisation mais aussi de confrontation, la rue est d'abord le lieu où se retrouvent des jeunes, qui profitent de moments de liberté pour expérimenter entre pairs des pratiques parfois déviantes ou délinquantes afin de se mettre en scène, dans ce lieu de passage et de clivage qu'est l'espace public. Nous verrons notamment, dans cette communication, comment certains nous racontent avoir été initiés à la drogue et l'usage qu'ils en font

Dans la rue s'exprime aussi la sous-culture ou contre-culture hip-hop. Durant la conduite d'entretiens, la question du trafic de stupéfiants est difficilement abordée à cause de la « loi du silence » propre à ce milieu. Et donc l'analyse de cette « culture » vient compléter les données de la recherche du sociologue de la drogue. En effet, riches en découvertes heuristiques, les *lyrics* de chansons hip-hop sont souvent des portes d'entrée vers la compréhension du *business*.

Certains groupes de rap valorisent la figure du *badboy*, tandis que d'autres jouent le rôle de grand frère.

Le rap, mais aussi la danse hip-hop ou encore le graff sont de vibrantes démonstrations des capacités d'adaptation de jeunes en situation de vulnérabilité et de fragilité, dans laquelle ils s'inscrivent bien souvent.

Comment lutter contre la mort sociale

Sylvie Coren, Association Carmen à Amiens

Le projet de l'association Carmen à Amiens est de donner la parole à ceux qui ne l'ont pas. Un groupe de jeunes m'interpelle pour réaliser un clip sur un de leurs morceaux de RAP. Je fais leur connaissance caméra en main. Ils ont entre 23 et 33 ans, ils sont tous d'origine africaine. Déscolarisés depuis longtemps, la rue est devenue leur terrain

d'apprentissage. Ils squattent les entrées d'immeubles d'où leur surnom BLOC 5 et vivent de deal. Ils ont très peu de contacts avec les éducateurs ou autres référents du quartier.

Je leur propose de réaliser un documentaire musical et de participer à toutes les étapes de sa fabrication. C'est aussi l'occasion de rencontres avec des acteurs culturels et associatifs. Cette aventure dure plusieurs mois et aboutit à la diffusion en novembre 2011, du film « Bloc 5 Story » au FIFA (Festival International du Film d'Amiens). Les réactions sont mitigées selon la proximité des personnes à la situation. Les travailleurs sociaux du quartier refuseront la mise en valeur d'un groupe qu'ils jugent « nuisible » et qu'on érige selon eux en modèle. Les élus qui habituellement valorisent leurs actions dans le cadre de la Politique de la Ville et de l'ANRU se voient renvoyés aux failles du système.

La confiance patiemment gagnée et la sortie de l'invisibilité de ce groupe provoquent chez eux un regain d'énergie. Le groupe Bloc 5 s'est constitué en association et organise un premier événement RAP en décembre 2012 au Safran, le centre culturel du quartier Nord. Il expose le projet de promouvoir la culture hip hop au Service Jeunesse de la Ville qui s'en empare, c'est ainsi qu'une autre manifestation est montée en juin 2013 et qu'une autre « Made in Quartier » est en cours d'élaboration pour valoriser les talents des quartiers.

Atelier n°2 : Socialisations juvéniles

Animateur : Mathias Millet (Université de Poitiers, GRESCO)

« On est comme une famille » : le rôle des pairs dans les trajectoires d'appropriation et de sortie de la rue

Annamaria Colombo, Haute école spécialisée de Suisse occidentale, Haute école fribourgeoise de travail social

Dans le contexte actuel des sociétés dites individualistes, certains jeunes ne trouvant pas, au sein de leur famille, suffisamment de repères normatifs pour constituer leur identité, tentent de se bricoler des repères en s'appropriant des lieux urbains associés à la rue.

Si cette expérience de la rue ne se fait pas sans risque, elle est aussi l'occasion de créer des liens, notamment avec les pairs, qui peuvent être porteurs de reconnaissance pour le jeune. Or on peut se poser la question si ces liens établis dans la rue, parfois de nature presque fusionnelle, ne font pas que maintenir ou renforcer des dynamiques de dépendance, d'enfermement dans la rue et de destruction de soi.

A partir des résultats d'une recherche qualitative portant sur les sorties de la rue des jeunes à Montréal, cette communication vise à mettre en lumière les formes et les sens différents que peuvent prendre les sociabilités entre pairs dans la rue et lors de la sortie. Si, pour certains jeunes la sortie de la rue nécessite une rupture avec le groupe de pairs, d'autres n'en arrivent à envisager la sortie de la rue qu'à partir de la reconnaissance qu'ils ont pu trouver dans ces contextes relationnels fortement associés à la rue et hautement significatifs pour eux.

Une Jeunesse de rue. Les représentations institutionnelles à l'épreuve du terrain

David Puaud , EHESS- IIAC-LAU

J'exerce en tant que praticien-chercheur au sein d'une équipe de prévention spécialisée depuis 2005. Depuis quelques mois, j'interviens au sein d'un quartier particulièrement ciblé par les pouvoirs publics. En effet, les élus locaux perçoivent ce site « compliqué » du fait notamment de la présence d'une « bande » de jeunes qualifiées d'« oisifs ». Ces dernières années, ils seraient soupçonnés d'être à l'origine de nombreux actes d'incivilités et/ou de dégradations visant notamment les services sociaux du quartier. À l'échelle locale, de nombreux « institutionnels » relient les comportements délictueux de cette « bande » à leurs cultures « gitanes ». Selon eux ils auraient une propension à être fourbes, avoir recours à la violence pour régler des conflits, à ne pas vouloir s'insérer. Pourtant à contrario de ce processus d'assignation identitaire figeant le de-venir de ces jeunes adultes, nous faisons l'expérience jour après jour, que cette « bande » est avant tout un « groupe spontané » composé de jeunes adultes ayant pour la plupart un désir d'insertion sociale, un sens de l'hospitalité, revendiquant des droits. Ces réifications identitaires entraînent de la distance sociale avec les institutions de droits communs, un malaise qui semble être des deux côtés « du guichet ». Pourtant, malgré ces constats au quotidien certains travailleurs sociaux critiquent la misère du tout culturalisme, notamment en reliant l'histoire de ces jeunes avec une histoire locale, nationale.

Les usages de l'espace public résidentiel d'adolescents résidant au sein d'un village rural francilien

Julian Devaux, Laboratoire Ville Mobilité Transport

Cette communication entend s'intéresser, à partir de données issues d'une ethnographie localisée réalisée auprès d'une vingtaine d'adolescents âgés de 11 à 19 ans, dans un village situé dans le Gâtinais francilien, et privilégiant une diversité des méthodes (entretiens ethnographiques, observations directe et participante...), aux liens existants chez de jeunes ruraux entre leurs différents usages de l'espace public résidentiel et leurs processus de socialisation. L'approche fine des pratiques de mobilité quotidiennes qui a été initialement développée permet de rendre compte de la diversité des lieux et micro-lieux publics qui sont habituellement investis par les adolescents au sein de leur territoire de résidence et des logiques qui en sont constitutives. Ces usages sont en réalité fortement dépendants de leurs caractéristiques d'âge et de genre et peuvent être résumés à une dialectique de la centralité et de la marginalité. Plus encore, l'attention portée aux pratiques (de sociabilités informelles, de loisirs, déviantes...) dont ces usages sont le support et aux sous-groupes juvéniles auxquels ils correspondent, permet plus généralement de rendre compte du processus de polarisation qui s'opère entre adolescents du village, notamment en termes de styles de vie. Cette communication a dans une autre mesure pour intérêt de rendre compte de la spécificité des usages du domaine public des jeunes ruraux, notamment en comparaison de leurs homologues urbains, et de considérer l'influence de la « configuration socio-spatiale » particulière de leur territoire de résidence (faibles densités, spécificité de l'espace public en milieu rural, rapports d'interconnaissance...) dans leurs pratiques.

De la bande à l'armée. Violences infrapolitiques en Corse et jeunesse de rue. Analyses des processus sociaux, des dynamiques identitaires et des interactions groupales

Thierry Dominici, Université Bordeaux 4, CMRP

Marie Peretti-Ndiaye, Université Paris-Est Créteil, CADIS, EHESS

La jeunesse corse est confrontée, depuis plusieurs décennies, à des difficultés économiques qui se conjuguent, sur un territoire insulaire, à l'expérience d'une violence parfois qualifiée de politique et à la prégnance d'une criminalité également violente. Dans un tel contexte, les jeunes corses semblent en quête de nouveaux repères, capable d'ouvrir sur des représentations et des interactions symboliques et sociales qualifiantes. Pour ces jeunes, il semblerait que seule la violence infrapolitique, puisse permettre aujourd'hui d'accéder à de telles sources de reconnaissance. Avec pour horizon, le grand banditisme d'un côté et les dérives affairistes des nationalistes de l'autre, les moyens d'existence groupale, de recyclage identitaire et de statut qui s'offrent aux jeunes paraissent ici bornés. Nous avons noté, lors de nos précédents travaux que cette expression politique repose sur des comportements spécifiques ouvrant même parfois sur des formes d'infracrisme. Organisée en bandes, au sens de Marwan Mohamed, ils se rencontrent dans des milieux d'exclusions, parfois suburbains. Leur soif d'aventure constitue une pâte malléable pour les groupuscules armés en recherche de petites mains, ainsi que pour les bandes criminelles sévissant sur le territoire, et voire parfois pour les nébuleuses extrémistes.

Comment caractériser l'expérience de cette jeunesse en marge ? Notre communication sera centrée sur la radicalisation de ces jeunes insulaires, et plus spécifiquement sur le passage de la bande désorganisée de la rue à l'armée (ou au groupe armé). Ce

travail sur l'infrapolitique ouvrira un questionnement sur les ressorts conjoncturels et structurels des processus contemporains de radicalisation de la jeunesse corse. Comme le rapport « patron-client » ou la constitution de bandes et de gangs au sens de Martin Jankowski. Notre analyse sera basée sur des matériaux recueillis dans le cadre de deux recherches empiriques réalisées en sociologie et en science politique.

Atelier n°3 : Déviances et espace public

Session 1

Animateur : Candice Martinez (IDS, ACOFIS)

Les jeunes précaires tunisiens dans la rue : figures et identitaires et liens sociaux. Le cas des jeunes chômeurs de la cité Elegarba dans la ville de Sfax

Fouad Ghorbali, Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, département de sociologie

Le chômage des jeunes en Tunisie est considéré aujourd'hui, comme l'un des gigantesques « maux » d'une société en « malaise ». Ont été, bien évidemment, parmi les facteurs principaux qui ont aidé au déclenchement de la révolution tunisienne le 17 Décembre 2010. Suite à un acte suicidaire commis par un jeune précarisé qui s'appelle Mohamed Bouazizi, ce jeune qui a été obligé de réagir dramatiquement en s'immolant par le feu devant le gouvernorat de Sidi Bouzid. Juste pour protester « contre les humiliations des autorités qui l'empêchaient de vendre quelques fruits et légumes pour assurer sa propre survie ainsi que celle de sa famille, le 14 janvier 2011 ben Ali est tombé comme un fruit pourri » (Ferdjani, 2011 :13). On constate bien la colère qui a secoué toutes les villes tunisiennes exprimant les malheurs et les douleurs d'une « génération juvénile » qui se trouve jetée dans la rue sans perspectives et sans espoir à l'avenir.

La jeunesse en Tunisie, est au devant de la scène publique sous multiples facettes. La facette la plus inquiétante pour la plupart des jeunes c'est le « vivre en chômage » sans identité professionnelle stable et avec des sentiments d'exclusion, d'humiliation et de rage.

Cette figure de jeunesse est relative notamment aux jeunes des quartiers populaires auprès desquelles on a mené une enquête qualitative qui cherche à comprendre « les mondes vécus » des jeunes chômeurs non qualifiés sur le plan professionnel.

La plupart de ces jeunes sont placés dans des conditions sociales difficiles ce qui les empêchent de « construire des identités » (Dubar, 2000:50) et de se placer socialement. Notre souci au cours de cette recherche, c'est la mise en relief des nouvelles formes identitaires juvéniles qui s'émergent sous plusieurs modèles dans l'espace urbain tunisiens, et la précarité socio- économique vécus par une grande frange de la jeunesse tunisienne au sein des quartiers populaires.

Autrement dit, notre problématique centrale se focalise sur le processus de tissage des liens sociaux par des jeunes en situation difficile. A travers un double mouvement de déconstruction et de reconstruction aussi bien que les langages identitaires dont ces jeunes parlent, pour remémorer leur souffrance et leur malaise. La question qui sous-tende cette communication, c'est comment les jeunes chômeurs tunisiens doivent faire face à l'incertitude issue de la précarité?

La part d'ombre de l'engagement des jeunes en situation de marginalité

Elisabeth Greissler, École de service social, Université de Montréal

Des résultats d'une recherche doctorale montrent qu'une part importante de jeunes de situation de marginalité choisissent de s'impliquer dans leur environnement direct, à travers des activités inscrites dans leur vécu à la marge : occupation de la rue, solidarité, mode de vie végétarien, ou arts de rue, entre autres. N'étant pas spectaculaires, l'enjeu de l'invisibilité de ces pratiques sociales pose un problème de conceptualisation. L'absence d'organisations militantes, bénévoles ou citoyennes accentue de fait ce problème. En outre, ne se traduisant pas toujours en actes, il est difficile de les étudier. Toutefois, vécues dans la quotidienneté, dans les expériences de socialisation, ces activités sociales traduisent de la part des jeunes en situation de marginalité des formes de participation à l'espace public. À partir d'entretiens de groupe et d'observations participantes dans des organismes communautaires à Montréal, nous mettons en évidence des éléments se rapportant aux conditions d'émergence de prises de position inscrites dans ce que nous avons choisi de dénommer « l'espace intermédiaire de participation ». Notre objectif est de comprendre les dimensions qui alimentent ces expériences et qui influencent leur dynamique. Le contexte d'injonction à la participation joue un rôle important dans l'entrée en action des jeunes, néanmoins, cette forme de « participation suscitée » n'est pas à la portée de tous et certains expriment ainsi souvent autrement leur besoin de participer, en investissant une « arrière scène », comme ils développent une stratégie de résistance pour exister dans l'espace social.

Discours et pratiques autour de l'espace public des jeunes et des filles des rues au Mexique

Irène Pochetti, CESPRA EHESS

L'expression « jeune des rues » au Mexique est une formule à géométrie variable qui désigne des sujets aux caractéristiques très différentes, dont les contours varient au gré des époques. Cependant l'identification à un groupe et à un territoire sont des caractéristiques les plus communément mobilisées tant dans la façon dont les institutions s'adressent aux jeunes que dans la littérature scientifique.

Les pratiques des jeunes dans la rue ont été analysées entre autres en termes de « stratégies de survies » et de mode d'« intégration par les marges ». Ces approches tout en soulignant la capacité de ces jeunes à agir sur leur environnement négligent la dimension subjective de l'expérience de la rue. L'occupation de l'espace public ne se fait pas uniquement à travers le groupe, et la rue n'est pas toujours investie de la même manière par cette population : des variables telles que le sexe, l'âge la trajectoire et le contexte interviennent et façonnent le rapport à cet espace qui peut être considéré comme un « support territorial de l'identité personnelle ». C'est cette expérience plurielle que je souhaite mettre en évidence en m'appuyant sur les résultats d'une enquête ethnographique que j'ai menée à Mexico et Tijuana entre 2008 et 2010 dans le cadre de ma thèse doctorale. En montrant plus spécifiquement comment les caractéristiques de ces deux villes et les discours des jeunes sur leur propre trajectoire produisent différentes manières d'être « des rues ».

Jeunesses « Tsiganes », invisibilité et espace public

Mohamed Belqasmi, LERS-IDS, ACOFIS, URMIS-UNSA

Cette communication questionne les rapports que des acteurs de l'intervention sociale (travailleurs sociaux, militants des droits de l'homme et activistes) entretiennent avec des jeunes « Tsiganes » et leurs familles à partir de deux contextes : les transformations d'une structure d'action socio-éducative auprès de « Gens du voyage » résidents sur des « terrains assignés » ; les dynamiques de mobilisations sociales autour de familles et d'enfants migrants roumains « Roms » vivant en bidonville/squat. Il s'agit notamment d'explorer comment le « travail d'intégration » des enfants et des jeunes « Tsiganes » est mis à l'épreuve de fonctionnements institutionnels, familiaux et fait l'objet de négociations entre différents types d'acteurs.

Session 2

Animateur : Régis Pierret (ITSRA, ACOFIS)

Les zonards en pratique

Tristana Primor, IUT Lieusaint - Sénart, Laboratoire REV, Observatoire Universitaire International d'Éducation et de Prévention

A partir d'une étude ethnographique collaborative avec des jeunes nommés « punks à chien » par le sens commun ou « jeunes en errance » par le travail social, nous avons pu nous rendre compte que leur mode de vie loin d'être la concrétisation d'une utopie libertaire ne reflète pas non plus le « terminus de désespoir » tel que certaines études l'ont laissé entendre. Entre engagement idéologique, choix de vie et déterminismes sociaux, les acteurs de la famille de rue enquêtée naviguent aux grés des amitiés, des free parties, des deals et des règlements de compte dans un univers qu'ils appellent la « Zone ». Certains vivent en appartements, d'autres en squat, en camion, chez leurs parents et paraissent bien différents. Cependant, certains temps de leurs trajectoires « zonardes » semblent similaires et une culture « zonarde » encadre des pratiques. Nous nous proposons ici de décrire des carrières zonardes en démontrant que l'implication dans certaines pratiques engage culturellement les acteurs mais que celles-ci n'hésitent par ailleurs des expériences sociales passées offrant des lectures spécifiques de la réalité.

« Se poser » en ville : pratiques, usages et ancrages de jeunes errants à Lille Vianney Schlegel, Université Lille 1 - CLERSE

D'abord utilisée par le travail social, l'expression « jeunesse en errance » renvoie à des individus identifiés par leur âge – compris le plus souvent entre 15 et 30 ans – et par leur grande mobilité. Aussi appelés *zonards*, *teufeurs* ou *punks à chiens*, ces personnes se distinguent par l'adoption de pratiques et de conduites déviantes qui s'inscrivent dans des modes de vie socialement et économiquement très précaires. C'est au travers d'une étude menée auprès d'errants lillois que ces modes de vie, les pratiques qui les forment et les individus qui les adoptent ont été observés et analysés. 16 personnes en situation d'errance – entendue comme un mode de vie précaire et non-sédentarisé au cours duquel s'expriment des conduites déviantes – ont ainsi été rencontrées. L'enquête s'est fondée sur des interactions fréquentes qui ont d'abord permis l'observation et le recueil d'informations sur les modes de vie errants, puis la réalisation d'entretiens non-directifs. Il s'agit ici de proposer une réflexion sur les usages des espaces urbains par les errants : si la ville est souvent un lieu-ressource pour ces personnes qui n'ont ni emploi, ni logement, ni réseaux de sociabilité primaire à même de les protéger, elle induit des usages variés qui correspondent à des degrés plus ou moins avancés des carrières errantes. Lieu de passage ou point de fixation, elle peut aussi enfermer l'individu dans la routinisation de pratiques aliénantes, notamment les usages dérégulés de drogues.

Expérience de l'errance et mondes de la rue

Marianne Trainoir, Université Européenne de Bretagne - CREAD

Cette proposition s'appuie sur une recherche en cours sur les pratiques et usages numériques des personnes en errance (personnes « à la rue », en très grande précarité sociale). Dans ce cadre, les usages sont définis comme des ensembles de pratiques socialisées. Les pratiques numériques sont alors abordées dans le cadre plus large des pratiques culturelles et des pratiques du quotidien comme tactiques et arts de faire.

A partir d'une recherche qualitative mêlant entretiens biographiques et observations ethnographiques dans les espaces publics et les espaces d'accueil, prolongement plus ou moins institutionnalisés et réglementés de la rue, nous définirons l'errance comme une expérience individuelle socialement construite et située de l'extrême précarité, combinaison de plusieurs logiques de survie, de maintien de soi et de bricolages identitaires. Les récurrences observées dans les pratiques et parcours individuels ainsi que les pratiques collectives permettent dans un deuxième temps d'identifier des mondes de l'errance : la galère forme de marginalité conjurée dans laquelle les pratiques juvéniles faisant référence au « quartier » tentent de mettre à distance les risques de clochardisation, la zone forme de marginalité organisée mettant à jour une forme de socialisation marginale et la cloche forme de marginalité dérégulationnelle. Les « habitants » de ces trois mondes ont en commun une référence constante à la rue comme espace de vie, de ressources et de sociabilités.

Les termes de « galère », « zone » et « cloche » sont des expressions indigènes. Ils sont également ceux de Maryse Bresson qui les définit comme « *trois mondes de la marginalité que les individus peuvent parcourir successivement dans un processus de dégradation continue* ». Comme de nombreux auteurs, elle identifie plusieurs phases dans un processus de désocialisation (que d'autres nomment désaffiliation, disqualification ou désinsertion sociale) qui forment une carrière déviante. Nos observations, cohérentes avec les derniers travaux de thèse soutenus sur ce thème, montrent que la carrière se fait souvent au sein d'un monde. L'enjeu de cet article est donc de faire dialoguer les concepts de carrière, d'expérience et de monde.

Histoire d'un changement de regard sur les mineurs vagabonds en France (fin XIXe siècle- 1935)

Delphine Pietu, Université Denis Diderot – Paris VII, Laboratoire ICT

Les enfants et les jeunes, traînant, flânant dans la rue, attirent de nombreux regards inquiets depuis les débuts de l'industrialisation. Nous étudierons, à travers des sources variées (presse, ouvrages d'entrepreneurs de moral, textes de lois, autobiographies, littérature), la diversité des situations menant l'enfant/le jeune à être dans la rue, les discours et la législation qui les encadrent.

À la fin du XIXe siècle, les jeunes générations des milieux urbains sont considérées à la fois comme les plus vulnérables et les plus pathogènes. Ainsi, un double discours est visible ; d'un côté, la figure de l'enfant victime de sa situation, de l'autre celle du jeune vagabond, criminel en puissance. Ces deux thèmes franchissent le siècle. Les modifications progressives apportées à la législation reflètent la prédominance de l'un ou l'autre des regards. Trois temps peuvent être distingués. La hantise du vagabondage atteint son apogée à la fin du XIXe siècle. Les mineurs trouvés dans la rue tombent sous le coup de la loi et sont, à ce titre, considérés comme des délinquants. La loi du 24 mars 1921 donne une définition du vagabondage des mineurs et, par là même,

termine l'évolution de sa répression. Si elle apporte des modifications à la situation pénale des enfants abandonnés, sans domicile, sans ressources, ils sont toujours réputés délinquants. Enfin, le décret-loi du 30 octobre 1935 dépénalise le vagabondage des mineurs. Il considère que le seul moyen légitime et efficace, de barrer la route du crime et du délit à ces mineurs, plus malheureux que coupables, n'est pas une peine, mais une protection. L'enfant vagabond, qui a été une des grandes peurs du XIXe siècle, relève dorénavant de l'assistance éducative.

Les « jeunes en errance » comme catégorie d'action publique : déconstruction d'une catégorie et analyse des enjeux de sa constitution

Céline Rothé, École des Hautes Études en Santé Publique (EHESP), CRAPE

Les « jeunes en errance » ont fait l'objet, dans les années 1995 à 2000, de nombreuses préoccupations publiques professionnelles et médiatiques. Rassemblés en groupe impressionnants aux abords des grands festivals de l'été, mendiant dans la rue pour subvenir à leurs besoins, ils véhiculent à ce moment une image inquiétante qui va peu à peu d'étayer au travers des nombreux rapports publics, mesures et propositions d'action autour de ce qui va devenir une catégorie d'action publique : « les jeunes en errance ».

En 1995, le rapport du secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé de l'action humanitaire d'urgence, *Face à l'errance et à l'urgence sociale*, décrit les spécificités de l'errance juvénile. « La progression du nombre des jeunes errants et certaines évolutions perceptibles parmi ceux-ci sont très alarmantes. Plusieurs des membres du groupe de travail ont eu depuis l'été à faire face dans des conditions difficiles à des groupes de jeunes révoltés, voire violents. Ils ont le sentiment que les organisations caritatives deviennent la cible de leur ressentiment à l'égard de l'ensemble des institutions. L'inquiétude à l'égard de ces comportements est d'autant plus grande que ces jeunes sont particulièrement rétifs à une approche par le travail social traditionnel ». Il est marquant de noter à ce moment que, parmi « le peuple des errants », seuls les jeunes sont désignés comme dangereux. Les représentations qui entourent la figure de l'errance juvénile évoluent au fil du temps et contribuent à entériner une vision fortement ambivalente du phénomène. Tour à tour répressives et compassionnelles, les manières d'envisager le phénomène vont structurer durablement l'image du « jeune en errance ».

Dans le cadre d'un travail de thèse, nous nous sommes plus particulièrement penchée sur l'émergence de la notion « jeunes en errance » comme catégorie d'action publique, désignant un groupe déviant face auquel il fallait agir. C'est sur ce point que nous nous proposons de baser notre présentation : dans le milieu des années 1990, les « jeunes en errance » émergent comme nouvelle population problématique pour l'action publique, devenant ainsi une catégorie d'action socialement construite et ayant pour objet la structuration d'une intervention publique. Dans cette communication, nous retracerons les étapes de sa mise à l'agenda politique pour dénouer les enjeux et les représentations qui entouraient sa constitution.

Atelier n°4 : Enfances des rues

Session 1

Animateur : Agathe Petit (IRTS PACA-Corse)

La rue au Cameroun: De la crise des mœurs à la construction d'un marché interdit

François Guebou Tadjuidje, Université de Maroua-Cameroun

L'objectif de notre contribution est de comprendre la rue de la jeune fille au Cameroun (Guebou : 2013 ; Kemayou et al : 2011). Il est question de cerner les faits sociologiques qui expliquent l'avènement de la crise des mœurs tous azimuts avant de voir le processus vers la construction d'un marché prostitutionnel. Embarquées par la pauvreté (ECAM II : 2006), du fait la position politico-culturel, économico-stratégique du pays Cameroun, de nombreux changements des conduites induisent la construction des cadres d'expression économique aux jeunes filles de la rue. Entre une crise d'éducation et la réelle crise de l'insertion professionnelle, l'enjeu est plus tourné vers la construction d'un espace économique marchand laissant voir une dynamique du marché de la prostitution (Koh Bela : 2006). La question qui sous-tend notre problématique est : comment comprendre le processus de la nouvelle configuration du marché de la prostitution au lendemain de la crise des mœurs tous azimuts? En vue de valoriser l'interprétation et le débat social/sociologique par la collecte in situ, les théories d'analyse stratégique de Crozier et des jeux d'acteur de Olson sont mobilisés. Construite sur une méthode empirico-inductive partant d'une série d'entretiens approfondis auprès d'un échantillon de 25 et logée dans un paradigme subjectiviste pour relever la symbolique des constructions ; la méthode d'analyse de cet article est l'analyse du contenu des entretiens. Exploitant les résultats issus de l'observation participante, des entretiens informels effectués, cet exercice exige un exil volontaire au cœur des divers territoires marchands construits dans la rue pour tenter une sorte pratique de sociologie de la rue.

Dispositifs économiques d'émergence d'une trajectoire de précarité urbaine : de l'enfant débrouillard à l'enfant de la rue

Joël Erick Mevogbi, Institut Supérieur du Sahel de l'Université de Maroua, département des Beaux-Arts et Sciences du patrimoine

Depuis les années 1980, la crise économique n'épargne aucune couche sociale des pays au sud du Sahara communément appelée. Cette situation engendre une désorganisation de la société et fait que les enfants qui, en principe devaient être dans des maisons et en sécurité, errent les rues des capitales urbaines. Cette situation malheureuse a fait naître plusieurs terminologies dont « les enfants de la rue », « des enfants à la rue », « les enfants dans la rue ». En observant le contexte des villes du Cameroun, un phénomène est récurrent et n'échappe à la vue d'aucun observateur de la société : c'est le cas des enfants qui vendent à longueur des journées, plateau à la tête ou mains chargées, des produits de diverses natures. Il se pose ainsi deux problèmes cruciaux. Premièrement celui du travail des enfants. Conformément aux institutions qui régissent le droit des enfants, les parents de ceux-ci ne sont-ils pas en

infraction ? Peut-on dire que ces parents violent la loi qui interdit le travail des enfants au vu des situations qui les entourent ? Le second est le risque énorme que courent ces marchands « mineurs » en côtoyant la rue et ses revers. N'est-il pas plus facile pour eux de devenir enfant de la rue ou d'adopter un comportement semblable au leur ? Au regard de ces problèmes, l'hypothèse que nous dégageons est que cette cohabitation entre « enfants débrouillards » et « enfants de la rue » est une cause de croissance exponentielle des enfants de la rue et de la délinquance juvénile au Cameroun. Il est donc question de montrer que la précarité et la situation des enfants marchands prédisposent à une émergence des enfants de la rue. Cette analyse s'appuiera sur la logique prônée par Harold Garfinkel basée sur l'ethnométhodologie en vue de relever non seulement la genèse du phénomène en pleine émergence mais aussi son quotidien. La théorie sociocritique d'Alain Touraine nous permettra de dévoiler les non-dits des faits observés pour ensuite aboutir sur une vraie leçon de construction du scénario des enfants de la rue.

Regard social sur les bandes des jeunes de la rue en milieu urbain : entre coopération et conflit

Jacques Yomb, Université de Douala, faculté des Lettres et Sciences Humaines, département de sociologie

Dans les villes camerounaises en général et à Douala, capital économique en particulier, il ne se passe des jours, des semaines sans que les bandes des jeunes de la rue ne se fassent parler d'elles. Aux modes d'actions diversifiés, elles visent toutes les catégories sociales sans discrimination aucune, même si les personnes âgées et les femmes sont particulièrement visées : ceci se justifiant par le fait que cette tranche de personnes oppose difficilement une résistance remarquable. Les déviations développées sont également diverses : violence physique, viol et vol dans toutes les formes etc. L'objectif de cette recherche est donc d'évaluer le lien social entre les bandes des jeunes dans les rues à Douala et les acteurs locaux. En d'autres termes, il est question de ressortir les différentes interactions entre les acteurs urbains et cette tranche de personnes sans toute oublier le regard qu'ils se font d'elle. La problématique se résume dans l'interrogation suivante : Comment le lien social peut-il être coopératif entre les bandes des jeunes des rues et les acteurs locaux lorsque leurs conduites sont essentiellement déviantes et violentes ? Autrement dit, la socialisation dont sont issues les bandes des jeunes des rues ne produit-elle pas elle-même des modes de vie de dérégulation pour leur maintien et mode de vie dans cet espace social ? Le cadre théorique est double : il est articulé autour de l'analyse stratégique et de l'individualisme méthodologique. La première montre que, loin de considérer ces bandes comme des simples foules, elles ont des méthodes d'actions régulés sur la base d'un code interne dont ils ont la parfaite maîtrise. Les gardiens de cette conduite étant les plus âgés, les plus charismatiques et les plus expérimentés. Les conduites stratégiques sont donc au cours de leurs quotidiens. La seconde quant à elle montre que, bien qu'il existe un code de conduite interne, les uns et les autres posent parfois des actions isolées sans la moindre couverture des autres membres de la bande. La méthode utilisée est essentiellement qualitative : les données ont été collectées auprès des bandes des jeunes de la rue dans la ville de Douala et des acteurs locaux. Lorsque les entretiens n'étaient pas possible, les observations ont été organisées pour leur suivre dans leur quotidien en termes de mobilité urbaines et de stratégies d'approvisionnement et d'attaque. Les résultats montrent que : a) Le lien social entre les bandes des jeunes des rues et les acteurs locaux est essentiellement conflictuel ; b) Les aides permanentes ou spontanées à l'un des membres de la bande produit un

lien social coopératif ; c) le mode d'échange est exclusif et dissensionnel ; d) les actions de ces bandes ne constituent nullement une interpellation des pouvoirs publics sur leurs conditions de vie, mais plutôt une forme de débrouillardise et d'institutionnalisant d'une activité informelle ; e) les réponses institutionnelles sont fébriles ; f) les bandes des jeunes représentent la violence, les agressions et la peur etc.

Éduquer dans la rue en Amérique Latine : accompagner jusqu'à la mort ?

Agathe De Chasse, ONG, associations locales

En Amérique Latine, on estime à 40 millions le nombre d'enfants des rues. Il n'existe pas un profil unique d'enfant des rues mais de nombreux profils et situations. Quels sont-ils ? Pourquoi les institutions censées les aider ne répondent-elles pas à leurs besoins ? Comment maintenir un accompagnement dans la durée sans les abandonner ?

L'enfant des rues n'existe pas à proprement parler : il s'agit, dans la majorité des capitales d'Amérique Latine, d'adolescents en situation de rue ou de familles dans la rue. Les situations sont très différentes : garçons, filles, « dans » ou « de » la rue, en bandes, mais désorganisés... Pour éviter les amalgames, il faudra comprendre : les causes multiples d'un départ dans la rue ; les différents modes de vie dans la rue ; les différentes réactions des jeunes face au système d'aide qui leur est proposé.

Après plusieurs années, le jeune demeure généralement dans la rue. Pourquoi cet échec ? À qui la faute : au jeune ou aux institutions ? N'est ce pas un problème relationnel ou une aide d'urgence inadaptée ?

Nous comprendrons les spécificités de l'accompagnement relationnel au regard des pratiques sur le terrain des éducateurs des rues d'Amérique latine, dans les différentes étapes clés du développement d'un jeune des rues, durant sa carrière dans la rue.

Session 2

Animateur : Céline Bellot (École de service social, Université de Montréal)

Moineaux : les enfants de la rue et la domestication à l'université de Kinshasa

Jules Kassay Ngur-Ikone, Centre d'Etudes Politiques, Département des Sciences Politiques et Administratives de l'Université de Kinshasa, République Démocratique du Congo

Il a été observé au cours de ces dix dernières années, dans les universités de la ville de Kinshasa, une activité de domestication des jeunes filles et garçons, dont l'âge varie entre 10 et 15 ans. Bon nombre de ces enfants dit « *moineaux* » (Moineau : oiseau passereau, qui se nourrit des restes des aliments jetées dans les poubelles ou dans la basse-cour ; terme congolais qui désigne les enfants de la rue qui font la domestication aux homes des étudiants. Par allégorie, c'est une personne qui vient chaque jour glaner sa nourriture au même endroit) ont déserté l'école et le toit familial et se livrent à une activité rémunératrice. Ici l'attention est concentrée à un travail à la sauvette pour la survie.

Face à l'ampleur de ce phénomène, l'on assiste à un véritable boom du secteur informel juvénile dans lequel ces enfants mettent en valeur leur imagination pour surmonter la crise.

Notre préoccupation dans ce papier consiste, à savoir : Qu'est-ce qui pousse ces jeunes enfants à se lancer dans une telle activité ? Quel revenu tirent-ils de cette activité ? Ces jeunes, sont-ils des acteurs de la société et comment la société les considère ?

Des enfants de rues à Casablanca

Abderrahim Bourkia, Centre Marocain des Sciences Sociales (CM2S)

La qualification «enfants de la rue» est une étiquette que la société colle trop facilement à ces jeunes enfants.

Souvent considérés à tort comme prédisposés à ces comportements violents, on ne voit plus qu'ils sont avant tout des enfants et que l'échec de leur socialisation est due en grande partie à des problèmes socio-économiques vécus par leurs parents-eux-mêmes. L'échec scolaire, les mauvaises fréquentations, les tensions avec leur famille les rend plus vulnérables et les exposent à cette descente aux enfers. Il faut comprendre toutefois que la délinquance dans laquelle ces enfants sont impliqués n'est pas seulement un acte de survie mais aussi une volonté de leur part de s'exprimer, de manifester leur existence. Face à cela, un autre paradoxe : la société les condamne tout en tolérant leur présence. Or, il est primordial de reprendre ces enfants en main avant qu'il ne soit trop tard et oeuvrer à leur resocialisation. Les agents sociaux mais aussi leur famille a un rôle déterminant dans ce sens. Un enfant de la rue n'est pas né «enfant des rues». Il a le plus souvent une mère, de rares fois un père, mais il possède forcément une famille, qui, à un moment ou à un autre a subi les aléas de la vie et dont les noms ne sont autre que la violence ou la pauvreté. Confronté à une souffrance ou un choc traumatisant, l'enfant n'a d'autre choix que de partir. Il «traîne» donc une histoire, un parcours de vie mais surtout des blessures...Et pour survivre à ce monde cruel qui ne lui fait pas de place, il n'a d'autre choix que de se réfugier dans la rue.

Mon enquête essaye de répondre à deux questions majeures :
Que propose les autorités locales et la société civile aux enfants de la rue.
Et ces marginaux désocialisés souhaitent-ils une autre chance et une véritable aide sociale du réseau institutionnel et associatif ?

Aller-retour entre les pratiques des jeunes de la rue et la mise en place de nouvelles normes dans la capitale de El Salvador en Amérique Centrale.

Simon-Pierre Escudero, EHES

Cette communication se base sur deux enquêtes ethnographiques de quatre mois réalisées au Salvador dans le cadre du diplôme de l'EHESS. J'ai pu réaliser des entretiens semi-directifs avec des enfants et jeunes des rues, et effectuer une observation participante avec les acteurs sociaux (société civile et gouvernement) qui travaillent avec ce public.

A San Salvador, les jeunes vivant dans la rue sont rassemblés suivant leurs activités et leurs consommations. Ceux qui inhalent des solvants s'adonnent à des activités telles que le recyclage ou l'aumône. D'autres dont la consommation concerne particulièrement des drogues comme le crack ou l'alcool vont s'orienter plus facilement vers les vols, les agressions, etc. Les frontières entre ces groupes de jeunes, ces activités ou ces types de consommation sont aussi poreuses que celles entre déviance et délinquance. En parallèle la LEPINA, loi de protection intégrale de l'enfance et l'adolescence, rentre en vigueur en 2011. Les jeunes, leur famille et les travailleurs sociaux assistent à l'imposition de nouvelles normes, à une rupture entre une doctrine dite de situation irrégulière et une doctrine de protection intégrale. Alors que certains acteurs s'organisent pour mettre en place ces normes, d'autres ont du mal à les accepter. Les acteurs étatiques et ceux de la société civile tentent de s'organiser à travers un collectif pour répondre au phénomène des jeunes de la rue. Les logiques institutionnelles empêchent cependant de trouver un terrain d'entente afin que les acteurs parviennent à travailler ensemble. De leur côté, les jeunes doivent changer leurs rapports aux institutions et aux acteurs qui la représentent. Je propose à travers cette communication d'exposer une ou deux situations afin d'analyser comment le système de protection s'est retrouvé en difficulté, voir en échec.

Stratégies d'insertion sociale des enfants de la rue au Cameroun

Aimé Norbert Melingui Ayissi et Oumarou Gnebor, Université de Douala

Le phénomène des enfants de la rue a pris une ampleur sans précédent dans les centres urbains au Cameroun. Nombreux d'enfants vivent en marge du cadre familial. Abandonnés à eux-mêmes, ils sillonnent les marchés, les gares et les ports. Ils sont victimes d'une exploitation sans merci de la part des particuliers et s'adonnent à des activités illicites pour leur survie. Face à cette situation, le gouvernement et la société civile développent des initiatives pour lutter contre le phénomène des enfants de la rue. Ainsi établissent-ils des mesures de réinsertion. La création des centres d'encadrement social, les appuis matériels et financiers sont autant d'atouts mis à la disposition des victimes. Dans cette réflexion, il est question d'explorer les pratiques de réinsertion sociale qui renvoie à l'ensemble des actes conduits par des professionnels en vue de permettre l'intégration sociale des enfants de la rue. Pour y arriver l'usage des approches qualitatives et quantitatives seront mises à contribution.

Atelier n°5 : Les représentations des jeunesses de rue

Session 1

Animateur : Bérangère Ginhoux (Université Jean Monnet, Centre Max Weber - Saint-Etienne, RT3 AFS)

Luttes agonistiques dans les rues ? Discuter une évidence médiatique

Christophe Baticle, Université de Picardie Jules Verne à Amiens, UMR-CNRS CURAPP (Amiens)

Cette proposition de communication part d'une expérience menée avec le collectif La Forge, qui réunit artistes, écrivains et scientifiques, dans une démarche de co-production avec des habitant-e-s d'un territoire donné, ici les quartiers nord amiénois de Fafet, Brossolette, Calmette et La Citée.

Partant d'une démarche procédant par induction, ce collectif retient un espace social qui lui semble soulever des enjeux quant à la notion d'*habiter*, inspirée par la tentative de conceptualisation du laboratoire portant le même nom. Les quartiers susmentionnés font partie des plus paupérisés de la ville, sachant qu'y éclatent régulièrement des heurts avec les forces de l'ordre. La Forge s'y est installé à la fin de l'année 2010 et vient d'en tirer la publication d'un ouvrage synthétisant les résultats d'une recherche-action sans commande institutionnelle.

L'originalité du dispositif a consisté à ouvrir une « Place des Habitant-e-s », un rendez-vous hebdomadaire libre où se réunissaient un groupe essentiellement composé de femmes, à géométrie variable, dont est sortie « La lettre aux autorités », une initiative prise par les participantes. Diffusée largement, elle s'est soldée par un silence assourdissant des institutions destinataires. S'en sont suivies une lettre mensuelle aux habitant-e-s des quartiers en question, mais également des invitations à débattre avec ces mêmes institutions ; rencontres qui ont donné lieu à de nombreuses restitutions écrites.

Les résultats en sont restés au stade des constats jusqu'au 12 août 2012, date à laquelle une explosion de colère, menée par des jeunes des quartiers nord, fait passer Amiens à la Une de l'actualité. Ces violences succèdent à l'intrusion de la Police nationale dans un chapiteau, dressé pour le recueillement, après la mort d'un jeune en deux roues.

Les commentaires de la presse et des personnalités politiques penchent pour certains dans le sens d'une posture agonistique de la part des jeunes perturbateurs. Cette interprétation se trouve pourtant très éloignée de ce que l'on peut observer en se situant au niveau de la population. Notre propos visera ainsi à déconstruire cette représentation en revenant aux racines de l'Agon et en montrant toute la différence entre les affrontements urbains et les jeux du cirque. En ce sens, la défense du quartier comme dernière position tenable, se montre plus explicative que la simple surenchère médiatique.

En un mot, l'antinomie fondamentale entre ces « jeunes émeutiers » et les gladiateurs d'antan tient dans le fait que ces derniers, réduits en esclavage, pouvaient trouver dans les arènes une gloire risquée, mais dont ils pouvaient s'enorgueillir par l'existence sociale qu'elle leur procurait. A contrario, les premiers ont déjà le sentiment

d'être perdus... et se perdent dans des luttes qui n'ont rien de fondamentalement agonistiques. Elles révèlent plutôt des explosions passagères du trop-plein d'agonie qui habite l'arène du quotidien. Le cirque médiatique, c'est en quelque-sortre une autre histoire.

Représentations littéraires des jeunes de la rue. Les romans de banlieue

Serena Cello, Université des Etudes de Gênes, Université François Rabelais de Tours, Interactions Culturelles et Discursives (ICD)

Dans le vaste panorama romanesque littéraire français de l'« extrême contemporain », nous remarquons depuis presque désormais une décennie et plus particulièrement après les émeutes de 2005, la présence d'une nouvelle production narrative. Également désignée, entre autres, sous les noms de la littérature de « banlieue », littérature « urbaine », littérature des « cités » ou aussi littérature des « périphéries », ces romans mettent en scène d'une approche très réalistes, la grave souffrance des jeunes adolescents vivant dans les quartiers les plus sensibles des banlieues populaires françaises, aux prises avec une condition humaine et sociale très défavorisée.

A travers un corpus de romans parus en 2006 nous interrogerons sur un système vicieux duquel il est très difficile, pour les protagonistes de ces narrations (souvent d'autofiction), de s'enfuir : injustice, chômage, délinquance, exclusion, racisme et violence. La spécificité de ces narrations consiste dans le fait de donner une représentation objective et engagée sur les réalités actuelles des banlieues sensibles. Loin des clichés véhiculés par les médias, la raison qui pousse ces écrivains est l'urgence de la parole, la volonté de dénoncer tout en se penchant plutôt sur les causes qui peuvent amener les jeunes à accomplir des gestes de violence, comme dans le cas des révoltes policières ou lors des émeutes.

Représentations des habitants des cités HLM et de leur « parler » dans le cinéma de banlieue

Laurie Dekhissi, Université de Poitiers

Depuis le début des années 90, certains éléments des médias n'ont cessé de dépeindre une image négative des banlieues en stigmatisant leurs habitants, leurs cultures et leurs langages. Le français parlé par les jeunes de banlieue est devenu l'objet d'étude de nombreux linguistes car son lexique et sa phonologie diffèrent du français dit « standard ». Cependant, il s'avérerait que certaines études menées jusqu'à lors auraient contribué à la stigmatisation de cette variété. Goudaillier (1997) utilise le terme de « fracture langagière » et Bentolila (2002, 2007) parle de « ghettos linguistiques », tout en ajoutant que ces locuteurs ont une « syntaxe approximative » et « ne maîtrisent que 800 mots » de vocabulaire. Ainsi, la perception générale du français parlé par les habitants des banlieues serait celle d'une « autre langue », hermétique à la société qui les entoure.

L'objectif de la présente communication est d'observer la représentation des habitants des banlieues ainsi que de leur « parler » dans un corpus de films afin de voir si les réalisateurs, les scénaristes et les acteurs contribuent également à cette stigmatisation et à la construction d'une image négative comme ont pu le faire les médias jusqu'à présent. Nous nous intéresserons principalement à la fréquence d'utilisation de certaines structures syntaxiques telles que :

a) Qu'est-ce tu m'prends la tête ?! (*qu'est-ce = pourquoi*)

b) Comment t'es belle ! (utilisation du marqueur exclamatif *comment* à la place de marqueurs plus traditionnels : *ce que, qu'est-ce que etc.*)

Pour ce faire, nous utiliserons une approche sociolinguistique variationniste en nous basant sur nos propres résultats et en les comparant à des études précédentes dans ce domaine afin de voir si celles-ci sont spécifiques à cette variété de français et si elles contribuent à la stigmatisation du « français des banlieues » et de ses locuteurs.

Les ressorts des jeunes émeutiers des quartiers (im) populaires sous la plume des « nouveaux experts en sécurité »

Konstantinos Delimitsos, Université de Lorraine, Université de Grenoble, 2L2S-LASURES

Depuis le tournant du siècle, de nouvelles figures se sont érigées en experts en matière de sécurité en France, alors que la rigueur de leurs travaux reste toujours source de polémique dans la communauté académique. Dans le cadre d'une thèse en sociologie et par le biais d'un travail d'analyse de contenu, nous nous penchons sur la production livresque de ces « nouveaux experts en sécurité ».

Tiré de ce travail, cette communication focalisera sur les pistes avancées par ces acteurs concernant les motifs des auteurs des « violences urbaines ». Au fait, l'évacuation du politique et la neutralisation de facteurs sociaux tels que la précarité ou l'exclusion par le renvoi de la responsabilité aux victimes, vont de pair avec la mise en avant d'une argumentation attribuant les turbulences secouant de temps à autre la périphérie des grandes agglomérations françaises à la protection des réseaux d'économie parallèle, à des troubles psychiques ou tout simplement à l'impossible intégration des jeunes issus d'immigration due à leur appartenance ethnique, culturelle et/ou confessionnelle.

En définitive, il s'agira de décortiquer les représentations des jeunes émeutiers des quartiers (im)populaires charriées par des acteurs qui, multipositionnés entre les sphères étatique, médiatique et (para)scientifique, parviennent à peser sur le champ du contrôle social formel tout en s'affichant en tête d'un mouvement prônant la constitution de la criminologie en tant que discipline universitaire spécifique.

Session 2

Animateur : Konstantinos Delimitsos (LASURES, Université de Lorraine, RT3 AFS)

Les aspirations des jeunes entre représentations sociales et observations dans les quartiers populaires

Evelyne Baillergeau et Jan Willem Duyvendak, Université d'Amsterdam, Département de Sociologie et d'Anthropologie

Que savons-nous des aspirations des jeunes des quartiers populaires ? Comment se construisent-elles ? Les inégalités sociales ont-elles un impact sur la façon dont les jeunes formulent un avenir désirable ? Les aspirations des jeunes engagés dans (ou tentés par) des activités délinquantes sont-elles différentes de celles des autres jeunes ? Est-il possible d'influencer les aspirations des jeunes depuis l'extérieur ? Ces différentes questions découlent d'observations préliminaires sur les représentations sociales concernant les aspirations des jeunes des milieux dits défavorisés dans différents pays européens, notamment aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Dans le but de confronter ces représentations sociales au point de vue des principaux concernés, nous nous intéressons aux travaux du sociologue Arjun Appadurai (2004). Selon lui, les aspirations individuelles se forment à partir de plusieurs ingrédients que sont les désirs et les valeurs. A partir d'observations en Inde, Appadurai affirme que les aspirations des 'pauvres' diffèrent de celles des 'riches' en ce que les 'pauvres' ont peu d'occasions de voir leurs désirs satisfaits. En développant ces occasions, il pourrait alors devenir possible de développer les aspirations des personnes. Dans quelle mesure ces affirmations sont-elles utiles pour des observations sur les aspirations des jeunes des quartiers populaires européens ?

« 77KEUS10 » : enquête à la Pierre Collinet

Sébastien Bouteix, ENS Lyon, IFE, Observatoire Poloc

Occupant toute la moitié Est de la région parisienne, la Seine-et-Marne est un immense département semi-rural dans lequel des dizaines de quartiers prioritaires véhiculent, comme partout en France, des caractéristiques réelles et supposées. Les jeunes qui les habitent n'échappent pas à cet imaginaire mêlant, à l'envi, diabolisation et essentialisation. À travers une approche ethnographique menée dans une ZUS de 2500 habitants, je montrerai comment la question de la jeunesse de la rue a été traitée par les acteurs institutionnels, parfois de manière diamétralement opposée, révélant combien les politiques menées par les collectivités locales sont à la fois prépondérantes et paradoxalement peu interrogées par les sciences sociales.

Dans le cas de cette ZUS, devenue exemplaire selon les normes de la Politique de la Ville du moment, ce «laboratoire social et urbain» a, au fil des décennies, supplanté le social par l'urbain en même temps que ses jeunes des rues étaient pensés à travers des catégories ethniques et délinquantes. Cette catégorisation a eu des conséquences spécifiques dans la manière de penser l'accompagnement et l'occupation de ces jeunes dans un quartier enclavé et marqué par des mobilités résidentielles et une politique du logement allant dans le sens d'une homogénéité culturelle de ses habitants. Dans ce cas précis, nous montrerons que le fonctionnement du stéréotype du « village soninké »

dans les divers jeux de langage utilisés tant dans l'auto-désignation que dans l'hétéro-désignation, ainsi que les multiples symboles de réethnicisation mettent en évidence que la catégorisation identitaire est inséparable de l'enclavement territorial et prend des formes différentes en fonction du genre.

Jeunes de rue : parcours, pratiques, imaginaires. Comparaison Pologne /France
Ewelina Cazottes, Université Paris 8, Laboratoire CRESSPA-GTM

Le phénomène des jeunes de rue traverse tous les territoires européens. Ceci constitue un des plus grands problèmes de la société contemporaine du fait du développement en nombre de groupes fragilisés (plusieurs centaines de milliers de jeunes en Europe). Il est le résultat de plusieurs mécanismes qui amènent un grand nombre des adolescents dans les différents pays d'Europe à passer une grande partie de la journée ; hors les institutions éducatives, dans les espaces publics ou la rue.

Aujourd'hui, les politiques en protection de l'enfance en France, étant pourtant très développées et d'une grande ampleur, ne sont pas adaptées aux besoins des adolescents qui « galèrent » en espace public (Dubet, 2008). Les nombreux enquêtes montrent que les jeunes de rue jugent mal le fonctionnement des institutions des politiques sociales (Bordiec, 2013). A partir de ce constat, nous avons décidé de réaliser une étude comparative entre deux régions européens (français et polonais) afin de comprendre les difficultés actuelles concernant la perception des pratiques de ces jeunes et des acteurs chargés de développer ses pratiques. Les résultats de cette recherche, basée sur une enquête menée dans les quatre terrains respectifs en région Ile-de-France et en région de Mazovie, montrent qu'en Pologne, le pays où sont nés les droits de l'enfant, les pratiques d'expression et d'autonomisation de jeunes sont plus valorisées qu'en France où les pratiques spécifiques liés à la socialisation juvénile sont très encadrés et donnent peu de place aux jeunes eux-mêmes.

« Je ne suis pas un teneur de mur » ou les mises à distance entre jeunesses urbaines

Perrine Devleeshouwer, Université Libre de Bruxelles, GERME

Les jeunes bénéficient d'une image négative et, plus encore, s'ils sont d'origine maghrébine et qu'ils vivent dans des zones urbaines défavorisées. Cette communication montre que ces représentations négatives sont même véhiculées par les jeunes de ces zones urbaines. Basées sur des méthodes mixtes (cartes, entretiens, observations, questionnaire), les données sont traitées inductivement afin de faire émerger les conceptions émiques des acteurs.

Les élèves d'écoles ordinaires, ni élitistes et ni ghettos, se présentent en opposition au jeunes de la rue symbolisés par l'image idéal-typique des *teneurs de murs*. Cette communication démontre simultanément un rejet de la stigmatisation dont souffrent les jeunes et une utilisation forte des stéréotypes concernant les jeunes de la rue. Cette stigmatisation induit les mises à distance entre différentes catégories de jeunes au sein de l'espace urbain.

Cette communication apporte une réflexion sur la notion de distanciation souvent attribuée aux logiques de classes sociales. Or, selon nos résultats, elle plus liée à une position scolaire dans un système hiérarchique qu'aux origines sociales ou ethniques. Ce sont donc les normes communes qui mènent à la distanciation (Elias, 1997). Ces

résultats questionnent alors le rôle joué par l'école dans les processus de cohésion sociale au sein de la jeunesse à laquelle elle est censée transmettre des valeurs de citoyenneté.

De bandes latines à nations et choeurs: les groupes de jeunes de la rue en Espagne

Giliberti Luca, Universitat de Lleida (Espagne), Departament de Geografia i Sociologia, GESECTerritori i Societat

Cette communication explore les imaginaires sociaux criminalisés qui ont été construits sur les dites *bandes latines* en Espagne, proposant le démantèlement des stéréotypes avec différentes approches analytiques. Le matériau empirique vient de la thèse de doctorat de l'auteur, une ethnographie réalisée entre 2010 et 2011 dans certains quartiers de banlieue de Barcelone, en particulier avec la population des jeunes Dominicaines. Les principales techniques utilisées sont l'analyse documentaire, l'observation participante avec divers groupes de jeunes et la collecte de sources orales avec différents types d'informateurs (membres des groupes, les pairs, la famille, les professionnels de l'école, d'autres professionnels qui travaillent avec les jeunes). Les résultats de l'étude discutent l'image sociale de ces groupes, qui stigmatise les membres et en même temps c'est un symptôme de l'hôte ségrégué de l'immigration, qui augmente avec la crise. On présente le discours *emic* des groupes, construit rejetant le concept de bandes et proposant les dénominations de *nations* et des *choeurs*, des espaces de circulation du capital social et des formes de *agency*, qui peuvent autonomiser ses membres, individuellement et collectivement.

Etude des représentations des «jeunes» d'un quartier classé Zone de Sécurité Prioritaire

Bérangère Ginhoux, Université Jean Monnet, Centre Max Weber UMR5283- Saint-Etienne

Nous proposons de travailler sur les représentations dont font l'objet les pratiques des jeunes des quartiers dits « sensibles ». Comment les regroupements de jeunes hommes dans l'espace public de ces quartiers sont-ils systématiquement rattachés à des pratiques déviantes ? En quoi cette représentation d'une jeunesse « dangereuse » est-elle entretenue par le discours du reste des habitants et celui des « entrepreneurs de morale » (politiques, magistrats) et des acteurs de la sécurité (policiers) ? Par ailleurs cette communication entend aussi s'intéresser à la réaction sociale apportée sur ces quartiers. Elle se focalisera particulièrement sur les effets de l'étiquetage de certains d'entre eux en tant que Zone de Sécurité Prioritaire (ZSP). Dans quelles mesures cette désignation renforce-t-elle les représentations négatives du quartier et de ses jeunes ? De quelle manière ce dispositif ZSP peut-il avoir pour effet de placer l'Etat et les policiers en « co-producteurs de désordre et de violences » ?

Cette communication s'appuie sur une étude sociologique en cours, menée principalement par questionnaire mais aussi par entretiens semi-directifs auprès des habitants d'un quartier stéphanois classé ZSP. Les propos des habitants recueillis lors des entretiens mais aussi au cours de la passation des questionnaires seront majoritairement convoqués dans le cadre de cette communication. Nous souhaitons également les confronter aux discours de policiers intervenant sur le quartier que nous envisageons de rencontrer prochainement en entretien.

Atelier n°6 : Réactions et interventions sociales

Session 1

Animateur : Anne Petiau (IRTS Montrouge/Neuilly sur Marne, RT3 AFS)

Portrait des jeunes en situation de rue au Québec et pratiques d'intervention

Céline Bellot , École de service social, Université de Montréal

La question des jeunes en situation de rue est apparue au Québec dans les années 1990. Devenus visibles dans les espaces publics des centres-ville, ils se distinguent des populations traditionnelles itinérantes (sans-abri) notamment par le fait qu'ils semblent davantage être en groupe; adoptant des stratégies de survie différentes, et présentant des expériences de rue diverses. L'objectif de cette communication est d'une part de faire le portrait de ces jeunes en situation de rue et d'autre part de dégager les différents modèles d'intervention dont ils font l'objet : de la répression à la participation sociale, de la réponse aux besoins de base aux stratégies d'insertion socio-professionnelle, des interventions socio-sanitaires aux interventions de proximité en travail de rue. Ce tour d'horizon sera une occasion de voir comment les modèles d'intervention ont contribué ou non à façonner la réalité de l'expérience de rue de ces jeunes. A ce titre, la question des enjeux de normalisation de la situation des jeunes sera abordée afin de montrer comment au Québec, il demeure difficile de considérer cette expérience de rue comme une expérience de socialisation et d'émancipation.

Evaluation d'une "action concertée" des professionnels de rue en direction des "groupes de jeunes" à Fontaine (38)

Gilbert Berlioz, Cabinet CRESS (Conseil évaluation recherche en sciences sociales)

Un contexte de tension : une rencontre avec un Comité d'habitants pointe les nuisances produites par les regroupements de « jeunes ». La Ville et l'Etat expérimentent une « action concertée des professionnels de rue ».

Méthode : des binômes de professionnels (Mission locale et prévention spécialisée) sont chargés « d'aller-vers » dans un dispositif en réseau où les autres intervenants jeunesse de la Ville sont placés en soutien.

Des observations précises permettent aux acteurs de reprendre la main

Quartier 1 : Ce qui était considéré comme « un » groupe est une agrégation d'individus avec des rationalités différentes, mais qui acceptent de partager un espace et une temporalité commune. Bien que la composition des groupes soit exclusivement masculine ils ne rejettent pas le binôme « d'aller vers » constitué de deux femmes.

Quartier 2 Les jeunes occupent l'espace en continu, le salissent mais ne le détruisent pas. Les interventions policières concomitantes sont acceptées. L'habitude de se réunir masque un sentiment de solitude (« ils sont collectivement seuls »). La routinisation des regroupements produit un enfermement, dans ce contexte toute occasion de « rencontrer le réel », aussi minime soit-elle (stage, chantier, entretiens, rendez-vous, etc.) leur permet de se décentrer.

Rapports aux institutions et aux dispositifs d'insertion de jeunes « à bas niveau de qualification »

Philippe Bregeon, Université de Poitiers, GRESCO

Cette communication est issue d'une enquête qualitative, sur l'agglomération de Poitiers, auprès de jeunes sortis précocement du système scolaire sans diplôme, depuis quelques années. Elle a été publiée chez PUR en 2013 : Parcours précaires. Enquête auprès de la jeunesse déqualifiée.

Ces jeunes font allusion à des collaborations avec une cinquantaine d'institutions depuis leur sortie du système scolaire et notre enquête met à jour une hétérogénéité de leurs attentes :

- certains espèrent un service en faveur d'une certaine mobilisation pour leur recherche d'emploi,
- d'autres sont plutôt en demande d'un espace relationnel où ils vont pouvoir être accueillis, écoutés, compris, rassurés...
- Les derniers sont en priorité en attente d'une offre d'insertion plus concrète : une formation qualifiante, un financement du permis de conduire, une aide financière, un hébergement, etc.

Ces collaborations sont régies par des dispositions formelles et informelles particulièrement difficiles à appréhender du côté de ces jeunes et leurs positions sont souvent particulièrement incertaines. Ainsi on constate des variations surprenantes dans la distribution de cette offre d'insertion, par rapport à des profils assez proches et l'enquête analyse des formes de discrimination.

Les représentations dominantes dans la société française dessinent des figures d'assistés sous la dépendance des institutions et, en contre modèle, des salariés autonomes et acteurs. A contrario, l'enquête montre des processus complexes et diversifiés de résistance à l'assistance.

Enquête ethnographique au sein du projet Espace Jeunes. Un lieu caractérisé par la rencontre des pratiques juvéniles et des pratiques professionnelles

Benoît Pinto, Maison Médicale «la Glaise»/ Projet Espace Jeunes, Faculté des Sciences Sociales et Politiques de l'Université Libre de Bruxelles

En 2009, les institutions psycho-médico-sociales d'un quartier de Charleroi (Belgique) mettent sur pied un projet destiné aux 12-25 ans. Cette création fait suite à un constat partagé : Les jeunes évoluent dans des contextes de précarité, de violence et « échappent » aux actions traditionnelles. L'utilisation de ce « lieu ouvert » pendant plus de 3 ans permet de déceler un ensemble de pratiques des jeunes, d'observer leurs interactions non seulement entre eux mais aussi avec les travailleurs sociaux qui ont pour fonction la gestion du projet. De l'appropriation de l'immeuble, découle le développement d'une coexistence, d'une coproduction de savoirs ou d'une norme opérante distinguant dedans et dehors. En raison de notre double positionnement de travailleur social du projet et de chercheur, la communication s'appuiera sur le récit d'une journée qui a fait l'objet d'observation participante. On verra que la coexistence, la coproduction se construisent autour des relations juvéniles, des négociations avec les travailleurs sociaux dont l'intervention tente de s'adapter continuellement à ce contexte toujours en mouvement.

Actions des organisations de la société civile dans la prise en charge des enfants de la rue face à leur vulnérabilité aux violences dans un contexte de prolifération des armes légères en situation post-crise

Doba Soro, Université Alassane Ouattara - Bouaké - Côte d'Ivoire

Au moment où la Côte d'Ivoire sort de la longue crise politico-militaire qui s'est prolongée avec la crise postélectorale, la situation sécuritaire reste un défi majeur. Les enfants de la rue, représentent l'une des parties les plus vulnérables au phénomène de la violence compte tenu de leur exposition aux armes légères que certains de ces jeunes n'ont pas de mal à trouver. Plusieurs acteurs se sont mobilisés en vue de conjuguer les efforts pour apporter une réponse à la prolifération des armes qui est le facteur d'insécurité. Mais, seulement des organisations de la société civile prennent en compte également la prise en charge des enfants de la rue sous l'angle de la vulnérabilité en vue d'une réinsertion. Pour comprendre mieux ce phénomène et le niveau d'intervention des organisations de la société civile, l'exposé s'évertuera à répondre aux préoccupations suivantes : quel est le niveau de vulnérabilité des enfants de la rue aux activités à risque avec la prolifération des armes dans un contexte post crise ? Quelles sont les actions de la société civile dans le cadre de la prise en des enfants de la rue en situation post-crise en Côte d'Ivoire ?

Session 2

Animateur : Marie-Laure Pouchadon (IRTS Aquitaine – ACOFIS)

Médiateurs, animateurs et pacificateurs indigènes dans les quartiers populaires
Manuel Boucher, LERS-IDS, ACOFIS, RT3 AFS, CADIS-EHESS

Sur fond de crainte exacerbée des violences collectives dans les quartiers populaires suite aux émeutes spectaculaires de l'automne 2005, plusieurs de nos enquêtes ont mis en évidence que l'action sociale et éducative auprès des publics les plus turbulents, ou considérés comme potentiellement dangereux pour l'ordre public, est aujourd'hui volontairement « sous-traitée » à quelques intervenants sociaux « indigènes ». Ces intervenants sociaux, souvent précaires et ethnicisés – aussi appelés « grands frères » jusqu'à la fin des années 1990 – sont en effet chargés de neutraliser leurs « pairs ». Ce sont des médiateurs et des pacificateurs sociaux « autochtones », autrement dit des intervenants sociaux choisis parce qu'ils résident dans un quartier populaire et interagissent quotidiennement avec les « jeunes de cité ». Ils sont en réalité généralement sélectionnés pour leur présumée bonne connaissance des codes, rites et cultures des « jeunes de banlieue », ainsi que pour leur capital social, ethnoculturel, voire mélanique. Dans le cas des zones urbaines ghettoïsées d'un point de vue socio-ethnique, être jeune, noir ou arabe est, paradoxalement, un atout pour accéder à un emploi d'intervenant social dans le champ de la « médiation sécurité ». Effectivement, dans les débats sur le renouvellement du « policing urbain », l'intégration des habitants dans la coproduction de la sécurité est devenue une dimension importante. Il s'agit de favoriser l'autocontrôle et l'autosurveillance de « groupes de vigilance ». Face à la ghettoïsation de certains quartiers populaires, l'intervention sociale tend donc à devenir un auxiliaire de pacification sociale et culturelle.

Dans ce contexte, à partir d'un travail d'investigation au sein d'un « quartier ghetto » sur le travail des animateurs et des médiateurs sociaux « indigènes » chargés de réguler et de pacifier les rapports sociaux, nous décrivons ici les épreuves qu'ils traversent ainsi que les enjeux de la médiation sociale dans ce type de territoire. En effet, à partir de cette situation, nous interrogeons plus généralement l'ambivalence de la recomposition du contrôle social dans les quartiers populaires ghettoïsés dont l'une des caractéristiques est, d'une part, de coproduire l'ethnicisation de l'intervention sociale et, d'autre part, d'instrumentaliser le « capital d'autochtonie » des intervenants sociaux de « front line » pour assurer l'ordre et la tranquillité publique.

Entre la « sensibilisation » et l'accompagnement social : l'intervention des médiateurs de rue auprès des jeunes

Naoko Tokumitsu, EHESS, Centre Maurice Halbwachs- Greco

En France, de plus en plus de collectivités territoriales adoptent le dispositif des « médiateurs de rue » qui a pour but de réduire l'insécurité au sein des quartiers dits sensibles. Ils y effectuent des rondes pour assurer une présence auprès des habitants ainsi que pour s'entretenir avec eux. Cette intervention vise à rencontrer différentes personnes éloignées des services publics telles que des jeunes déscolarisés, des délinquants, des victimes de violence domestique, ou encore des dépressifs. Ceci montre que l'intervention possède une double dimension, à la fois sécuritaire et

sociale : les médiateurs interviennent auprès des personnes qui “causent” l’insécurité, mais également auprès de ceux qui en souffrent.

Les enquêtes de terrain et l’analyse des archives montrent qu’en général les médiateurs s’intéressent moins aux situations individuelles des jeunes et qu’ils visent à tenir des discours « sensibilisateurs » afin de modifier leurs comportements. Cependant dans certains cas il s’avère qu’ils renforcent la dimension sociale afin de réaliser l’accompagnement social individualisé des jeunes en mobilisant leurs réseaux partenaires du quartier. Cette communication mettra en lumière la façon dont la double dimension sécuritaire et sociale s’articule en fonction du type des jeunes, du profil des médiateurs ainsi que des caractéristiques propres des quartiers.

Accompagner la désistance des mineurs délinquants : représentations et pratiques des éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse

Alice Gaïa, Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (CESDIP)

Cette recherche de Master 2, réalisée sous la direction de Marwan Mohammed à l’EHESS, vise à examiner comment les éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse se représentent et accompagnent la désistance des mineurs délinquants. Basée sur une vingtaine d’entretiens auprès d’éducateurs exerçant au sein de cinq services de milieu ouvert, cette étude s’intègre à l’axe 3 du colloque sur les jeunesses de rue.

Face à un public en forte précarité scolaire et socio-économique, ces travailleurs sociaux guident progressivement les jeunes à perdre une culture de rue afin qu’ils deviennent des êtres sociaux normés intégrant et acceptant l’ordre social. Cette étude interroge ainsi ce « modelage social » qui consiste à modifier les habitus des jeunes (e.g. expression orale, tenue vestimentaire) tout en leur permettant de renouer avec certains liens sociaux (familiaux, etc.). Dans une société où l’intégration sociale dépend fortement de l’insertion professionnelle, cette recherche s’est davantage intéressée à la place accordée par les éducateurs au lien de participation organique (Paugam, 2008), en tant que contrôle et lien social, dans le processus de désistance.

L’étude révèle une logique d’accompagnement à court terme, peu cohérente avec les aspirations des jeunes. La désistance devient ainsi un enjeu pour la pratique professionnelle et nécessite l’analyse des trajectoires d’anciens délinquants – qui fait l’objet de notre thèse – afin d’améliorer l’accompagnement au désistement.

« Privilégiés » contre « délinquants » : sur les relations entre agents de prévention et jeunes d’un quartier défavorisé de la banlieue de Buenos Aires (Argentine)

Candice Martinez, LERS-IDS, ACOFIS, RT3 AFS

En 2000, en Argentine, le gouvernement fédéral adopte un ambitieux plan de prévention de la délinquance. Celui-ci comprend un programme de prévention sociale destiné aux jeunes issus des quartiers défavorisés dont la mise en œuvre est confiée aux gouvernements municipaux. Ce programme, appelé « communautés vulnérables », entraîne la création d’un nouveau métier, celui d’agent de prévention. Le gouvernement municipal de San Blas, commune aisée de la banlieue de Buenos Aires, applique ce programme dans un bidonville situé sur son territoire.

« La Caverne » est un des bidonvilles jugés les plus dangereux du pays. La mauvaise réputation du quartier se reporte sur les jeunes qui s'inscrivent au programme, perçus comme « dangereux », « impulsifs », « incontrôlables » par les agents de prévention. Or, loin de dénoncer la stigmatisation dont ils sont l'objet, ceux-ci revendiquent ces caractéristiques et mettent en avant l'identité de « délinquants » tandis qu'ils renvoient les agents de prévention à leur position de « privilégiés ». Ces jeunes se perçoivent avant tout comme victimes de discriminations multiples. Ainsi, dans cette municipalité, les relations entre agents de prévention et inscrits au programme sont marquées par la peur, la méfiance réciproque, l'incompréhension et la distance sociale.

Notre communication aura pour objectif de montrer la complexité des logiques de stigmatisation, de retournement du stigmaté et de discrimination. Nous nous appuyons sur les travaux classiques d'Erving Goffman et sur les travaux de François Dubet. Sur le plan empirique, notre présentation repose sur une enquête de type ethnographique, alliant entretiens qualitatifs et observations participantes, réalisée en Argentine durant les années 2006 et 2007.

Atelier n°7 : Mobilisations sociales et empowerment

Animateur : Mohamed Belqasmi (LERS – IDS, ACOFIS)

Le festival d'expression de la rue ou une forme de réappropriation de la rue

Elisabeth Greissler, École de service social, Université de Montréal et le Groupe d'intervention alternative par les pairs (GIAP)

Cette présentation propose une réflexion sur le Festival d'expression de la rue (FER) organisé chaque année par les pairs-aidants du Groupe d'Intervention Alternative par les Pairs (GIAP). Les pairs-aidants sont d'anciens jeunes de la rue formés pour intervenir auprès de leurs pairs. Le GIAP a une mission de prévention. Parmi les activités spéciales du GIAP, le FER est la plus emblématique. Depuis 1997, les pairs organisent ce seul festival « par et pour » les jeunes de la rue, au cœur du centre-ville de Montréal, pendant deux ou trois jours. L'idée est née des pairs eux-mêmes qui cherchaient à mettre en place un projet rassembleur pour les jeunes marginaux. Les résultats d'une recherche doctorale montrent comment les pairs invitent les jeunes de la rue à se réapproprier l'espace urbain. Pour les pairs-aidants, le FER représente une réponse aux besoins des jeunes en termes de répit, de réappropriation de l'espace public, de mixité sociale, d'*empowerment* et de prévention. Nous présentons ainsi des éléments se rapportant à la mise en place de ce festival, à l'engagement des pairs dans cette préparation et à la participation des jeunes de la rue, des itinérants ou des riverains. Notre objectif est de comprendre les dimensions qui alimentent cette action collective et qui influencent sa dynamique. Les jeunes de la rue, les pairs comme les autres participants expriment ainsi leur besoin de participer à la dynamique de l'espace urbain dans une dynamique de cohabitation harmonieuse avec les résidents.

Espace public nocturne et rassemblements festifs juvéniles

Pierre Coupiat, PERIS, Centre Hospitalier, INFA d'Aurillac

Cette communication s'inscrit dans le cadre de recherches actions sur les rassemblements festifs des jeunes que nous menons depuis 2007 dans plusieurs villes françaises.

Nous en avons choisi quatre dans l'objectif de mieux comprendre les rassemblements festifs juvéniles nocturnes et d'interroger leur impact auprès des acteurs de la complexification du contrôle social.

Ces quatre villes sont comparables du point de vue de leur évolution démographique comme de leur éclatement résidentiel. Mais surtout elles ont initié quasiment en même temps des appels d'offre relatifs à leur espace public nocturne.

Nous présentons ici, les réflexions de notre travail en cours qui fera l'objet d'un ouvrage plus complet.

Nous postulons que la vie nocturne des villes étudiées, avant tout, à travers les pratiques nocturnes des jeunes générations - qui font l'objet de plus en plus de dispositifs de protection et de répression - permettent de comprendre l'évolution sociologique de la ville. En effet, les évolutions démographiques d'une part et la libéralisation de

l'espace nocturne d'autre part rendent compte d'un espace social nocturne complexe – économique, de consommation de loisirs mais aussi de revendications identitaires et singulières -.

En France, les rassemblements spontanés nocturnes des jeunes générations sont généralement perçus comme des formes de déviance, de mise en danger et de prises de risques cristallisées autour du « Binge Drinking » ou de la « Biture Express ». Dans ce cadre nous assistons au durcissement des réglementations et à la répression qui sont désormais les principaux recours envisagés par les pouvoirs publics.

Ces représentations conduisent inéluctablement à la mise en question de la tranquillité publique. Mais elles se jouent sur le registre de l'imaginaire social : depuis que les pratiques festives juvéniles s'autonomisent et se massifient, elles sont le parangon d'une jeunesse en danger, en perte de repères et de sens.

Cette perception n'est pas fautive, elle est seulement trop généraliste et univoque. Elle ne permet pas de rendre compte de leur complexité. Par exemple, de comprendre l'absence remarquable des jeunes issus des quartiers populaires dans ces espaces publics nocturnes des petites villes étudiées.

Le pouvoir d'agir des jeunes stigmatisés à l'épreuve des politiques publiques

Janie Adge, Université Paul Valéry Montpellier 3

L'empowerment ou le pouvoir d'agir, comment se définit ce terme et comment évolue-t-il ? Pouvons nous remettre en question ce pouvoir d'agir dans une démocratie ?

A partir de constats et d'analyses issus de la prévention spécialisée, qui a comme démarche militante le « aller-vers » dans les quartiers populaires, et en nous appuyant sur des méthodologies de recherche-action et de recherche participative, nous montrerons que le paradigme sécuritaire créé par les politiques publiques durant cette décennie, influence consciemment ou inconsciemment les institutions publiques. Cette construction sociale se répercute jusqu'à impacter la pratique des professionnels de l'intervention sociale et de l'enseignement notamment sur leur manière d'accueillir les jeunes stigmatisés et de concevoir leur autonomie.

Dans ce contexte, ces jeunes ne peuvent acquérir ni force individuelle et collective, ni les outils pour leur permettre de prendre part aux politiques publiques.

C'est pourquoi la multiplication d'espaces de paroles intermédiaires créés par les éducateurs de rue et/ou en coproduction partenariale est fondamentale. Culturels, symboliques ou bien d'associations, ces espaces ouvrent une autre manière de concevoir l'accompagnement des personnes stigmatisées. Ils tiennent compte des richesses réciproques, construisent un commun partagé et développent le pouvoir d'agir des quartiers populaires. Ils sont une source de démocratie participative.

Emeute et construction d'une posture politique pour des jeunes d'un quartier populaire de Fy-vert

• Ahmed-Nordine Touil, IREIS Rhône-Alpes

Firminy-vert, théâtre d'une « émeute » en juillet 2009, est proposée ici comme cadre d'expérience (Goffman) et d'analyse du rapport au politique chez les jeunes. La configuration esthétique et spatiale est originale : l'architecte Le Corbusier en ayant fait le site européen de ses réalisations. Loin des figures des banlieues paupérisées et des quartiers d'exil (Lapeyronnie), la primauté accordée à l'architecture et au cadre de

vie semble avoir contribué à effacer symboliquement des sujets tout en conscientisant politiquement la jeunesse. Dans cette émeute, ce qui est désigné par plusieurs jeunes comme une rébellion, semble s'apparenter à une forme de protestation citoyenne qui dépasse le seul attachement au sentiment d'injustice chez les jeunes (Marlière). Le sentiment de « hogra » dont ces jeunes sont convaincus d'être les victimes vient constituer ou alimenter une posture politique (Salapala). Par un processus individuel qui se légitime et prend force dans et par des dynamiques groupales, des collectifs se font et se défont sur le mode de la réaction sociale et politique. L'engagement post it (lon) semble agir comme protecteur de la face (Goffman). Occuper l'espace, le défendre en même temps que son intégrité, ne plus faire le jeu du politique mais jouer avec et dans sa cour, les jeunes de Fy-vert requalifient ainsi l'espace physique et politique tout en réinterprétant les règles du jeu de l'arène publique (Blumer). Désobéissance civile (Ogien), rapport insiders/outside (Elias, Becker), affirmation citoyenne, contrepied de la marche « gandiïsée » des beurs, formes d'indignation (Hessel), ces jeunes ne vont pas au politique mais le convoquent. L'émeute devient alors langage, moyen et caisse de résonance.

Autopsie des marches blanches

• Chérifa Aliani-Idrissi, Université Bordeaux 2

Mon objet de recherche concerne la place qu'occupent les jeunes dans l'espace public d'une ville moyenne à partir de faits divers criminels et la forme qu'ils mettent en oeuvre pour interpeller le monde politique.

Le quartier ouest d'Angoulême bénéficie de plusieurs dispositifs de la politique de la ville et en est coutumier depuis sa création.

Pourtant, à l'instar de ce qui se passe dans certaines grandes banlieues françaises, il faut rappeler que ce quartier a connu récemment des faits tout aussi graves: deux assassinats qui s'inscrivent dans une série de faits divers criminels depuis plusieurs années (Lapeyronnie D, Kokoreff M, refaire la cité, 2013)

Cette jeunesse semblant se résigner à ne vivre que sur ce territoire y a également constitué son pouvoir; Comme si son territoire était une citadelle assiégée où sa présence constitue à la fois un rempart et un bouclier. Par cette réalité produite par le travail d'adaptation des habitants à leur isolement et aux conditions sociales, raciales et urbaines qui leur sont faites (Boucher M, les internés du ghetto, 2010, p18).

La question de la mobilisation devant ces faits divers interroge le mode opératoire de ces jeunes.

Pourquoi se mobilisent-ils? Quelles sont leurs revendications?

Considèrent-ils que ce genre de mobilisation est une forme d'expression politique?

C'est ce que je souhaite développer lors de ma contribution à votre colloque.

Comité d'organisation :

Manuel Boucher (ACOFIS, RT3 AFS, LERS-IDS, CADIS-EHESS)
Laurent Courtois (IRTS Poitou-Charentes, ACOFIS)
Francis Bobin (IRTS Poitou-Charentes)
Mohamed Belqasmi (ACOFIS, LERS-IDS, URMIS-UNSA)
Brigitte Longueville (IRTS Poitou-Charentes)

Comité scientifique :

Céline Bellot (Ecole de service social, CICC-Université de Montréal)
Mohamed Belqasmi (ACOFIS, LERS-IDS, URMIS-UNSA)
Véronique Bordes (ACOFIS, CREFI-T, Université de Toulouse le Mirail)
Manuel Boucher (ACOFIS, RT3 AFS, LERS-IDS, CADIS-EHESS)
Laurent Courtois (ACOFIS, IRTS Poitou-Charentes)
Konstantinos Delimitsos (RT3 AFS, LASURES, Université de Lorraine)
Maryse Esterle (CESDIP-CNRS, Université d'Artois)
Daniele Joly (Université de Warwick, CADIS-EHESS)
Lukasz Jurczynszyn (RT3 AFS, Académie Humanistique d'Aleksander Gieysztor, Pultusk, Pologne, CADIS-EHESS)
Alain Landy (IRTS Poitou-Charentes)
Didier Lapeyronnie (Université Paris IV – Sorbonne, CADIS-EHESS)
Hervé Marchal (2L2S, Université de Lorraine)
Eric Marlière (ACOFIS, CERIES, Université de Lille 3)
Candice Martinez (ACOFIS, RT3 AFS, LERS-IDS)
Gérard Mauger (CSE, CNRS)
Mathias Millet (GRESKO, Université de Poitiers)
Laurent Mucchielli (CNRS, LAMES, ORDCS)
Régis Pierret (ACOFIS, ITSRA, CADIS-EHESS)
Mustafa Poyraz (ACOFIS, Université Paris 8)
Philippe Robert (CESDIP-CNRS)
Alain Vulbeau (CREF, Université Paris Ouest Nanterre)

